

MANIFESTATIONS ANTINUCLÉAIRES dans toute la France le SAMEDI 30 SEPTEMBRE.

A PARIS, un cortège libertaire, distinct de l'ensemble, convergera vers RÉPUBLIQUE où le rassemblement des autres organisations est prévu à 15 h. L'horaire et le lieu où se constituera au préalable ledit cortège vous seront précisés dans notre prochain numéro.

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

21 AU 27 SEPTEMBRE 1995

N° 1009

10,00 F

IMMIGRÉS NE NOUS LAISSEZ PAS SEULS AVEC LES FRANÇAIS !

IL Y A QUELQUES ANNÉES, Pasqua, alors ministre de l'Intérieur (gouvernement Chirac de 1986 à 1988), avait organisé un premier charter pour expulser une centaine de Maliens. Opération médiatique s'il en fut, Pasqua montrait ainsi que les idées du Front national étaient reprises concrètement par le gouvernement, dans le but de lui couper l'herbe sous le pied (il en alla de même lorsqu'il proposa d'œuvrer vers une immigration réduite à zéro et il en va de même, de manière générale, en ce qui concerne la politique menée à l'encontre des personnes d'origine étrangère). On connaît les résultats de cette politique : le FN est de plus en plus implanté dans la société française ; pire, il gère trois mairies depuis les dernières élections municipales et a plus de 2 000 conseillers dans différentes communes. En effet, lorsqu'on va sur le terrain politique, idéologique du FN, ce dernier se renforce d'autant : il acquiert ainsi une légitimité politique ; on participe à sa banalisation et à celle de ses idées.

Cresson, pendant son bref séjour à Matignon, avait repris à son compte l'idée d'utiliser des charters, mais cela resta sans suite. De manière générale, on retiendra que

la gauche a eu les mêmes finalités politiques que la droite. Par exemple, lorsque Mitterrand est arrivé au pouvoir en 1981, il n'y avait qu'un camp de rétention (camp dans lequel sont parquées les personnes en attente d'expulsion), maintenant il y en a 13 ; ou bien Rocard déclarait qu'on ne pouvait accueillir toute la misère du monde et se vantait d'expulser autant de personnes qu'un gouvernement de droite ; Dufoux interdisait le regroupement familial... L'ensemble de la classe politique est d'accord, à quelques nuances près, sur la politique à l'égard des immigrés. Cela va du « il faut intégrer les bons immigrés » à il faut arriver à l'« immigration zéro » ; autrement dit, il faut fermer les frontières et expulser les « mauvais immigrés », ceux qu'on ne peut intégrer, et peu importe s'ils vivent en France depuis leur enfance !

L'affaire du charter des 101 Maliens avait mobilisé des organisations antiracistes, politiques, syndicales,

(suite p. 3)



Globalisons la lutte contre le nucléaire

Comme l'ont souligné Ronald Creagh puis Bernard du groupe Déjaque de Lyon dans les colonnes du *Monde libertaire* (1), la campagne menée par plusieurs gouvernements étrangers, dont les Etats-Unis, le Japon et l'Australie pour ne citer qu'eux, contre la reprise des essais nucléaires français, s'explique essentiellement par des intérêts économiques et stratégiques ainsi que par des arrière-pensées électoralistes. Quelle est par exemple la

cohérence des autorités australiennes lorsqu'elles dénoncent ces essais tout en poursuivant la vente d'uranium à la France ?

Quant à Greenpeace, si l'on ne peut nier son investissement dans la lutte écologiste, on peut s'interroger sur ses prétentions à incarner à elle seule l'opposition aux essais et à imposer ses vues comme dogme à l'opinion publique. Le développement de telles structures, dont le fonctionnement très hiérarchisé

n'est pas sans rappeler celui des multinationales, est un facteur de déresponsabilisation de la population. Hormis signer ses pétitions, lire sa presse, lui envoyer des dons, quelle participation à ses actions propose Greenpeace à ses sympathisants ?

Bien que les médias l'occultent le plus souvent, préférant n'évoquer que des actions menées par les gouvernements étrangers et par Greenpeace, les initiatives popu-

laires se sont multipliées un peu partout dans le monde. Qu'elles soient modestes, comme ce rassemblement d'une dizaine d'anarcho-punks à Tournai, en Belgique, le 9 août dernier, ou plus massives comme cet appel au boycott des produits français par 71 organisations non gouvernementales japonaises (2), elle contribuent à intensifier la pression sur l'Etat français.

(suite p. 2)

LA SOUSCRIPTION
POUR DE NOUVEAUX
LOCAUX RL/ML
CONTINUE
(chèque à l'ordre de DMC)

T 2137 - 1009 - 10.00 F



FOP 2520

Q.I. : le racisme scientifique

A ce qu'il paraît, les Etats-Unis redécouvrent l'importance du « QI » (Quotient intellectuel), tout comme on essaye à nouveau d'expliquer les différences physiques et culturelles entre les différents groupes somatiques (il y en a qui préfèrent dire raciaux) qui caractérisent l'organisation de la société nord-américaine.

Récemment, une étude volumineuse a été publiée qui s'efforce de démontrer que les différences de la hiérarchie sociale aux Etats-Unis sont parfaitement compréhensibles si l'on recourt à la mesure de l'« intelligence » de chaque groupe et individu.

Il y a de quoi rester perplexe devant certaines opinions à caractère sensationnel, remettant en cause l'existence d'études scientifiques qui s'interrogent sur la fiabilité des fameux tests d'intelligence. Par exemple, Stephen Jay Gould, un des plus importants théoriciens du néo-évolutionnisme nord-américain, montra que le fameux QI fut inventé dans les premières années du XXe siècle pour fournir aux services d'immigration une arme pour leur permettre de récuser, au nom de la science, les immigrants considérés comme indésirables. Il s'agissait, tout comme aujourd'hui, d'expulser les immigrants de « couleur » et en provenance du centre de l'Europe.

Si nous voulons analyser de manière plus systématique cette opération, nous pouvons facilement vérifier qu'elle s'intègre bien à la modification qui est intervenue à partir du XVIIIe siècle dans l'organisation du racisme. Celui-ci passe peu à peu pour être une opinion courante et superficielle qui s'appuie sur une justification scientifique. Les différences somatiques ont été expliquées en fonction de la structure anatomique et des valeurs intellectuelles. L'anatomiste hollandais Peter Camper organisa la première classification systématique des

racés, en s'appuyant sur des explications anatomiques. Le racisme passe ainsi d'une simple opinion à une matière scientifique.

Cette récupération scientifique des valeurs racistes se renforça amplement au XIXe siècle. L'abolition quasi-universelle de l'esclavage, qui fit de l'antique esclave un citoyen libre, produisit diverses polémiques, qui encore aujourd'hui ne sont pas résolues. Devant une question qui pouvait remettre en cause la domination blanche, les réponses se multiplièrent, les Etats-Unis produisant les plus radicales, qui prétendaient renvoyer les Africains et les Afro-américains à leur Afrique natale. La création du Libéria devait donner satisfaction à ce projet particulièrement caressé par les Américains — parmi lesquels Thomas Jefferson, père fondateur de la patrie américaine — qui voulaient ainsi assurer le « blanchiment » des Etats-Unis.

La création du QI, qui répond à un effort pour assurer des bases scientifiques au racisme, est partie intégrante de cette épuration, que le docteur Paul Broca, inventeur de la fameuse science cranéométrique, appuyait en Europe par ses travaux et ses théories. L'« intelligence » des groupes pouvait être pesée et mesurée. Broca recourut au cerveau comme élément préférentiel pour organiser une lecture « rationnelle » des possibilités intellectuelles de chaque groupe humain. Le mouvement aryen s'appuya de façon significative sur ces travaux, en plus des théories du comte de Gobineau et de Vacher de Lapouge.

Les tests qui permettent de définir le QI s'organisent en fonction des valeurs et des pratiques de la bourgeoisie dominante. En allant plus loin, Stephen Jay Gould démontre, grâce à l'analyse des archives des services

d'immigration nord-américains, que des questions en anglais étaient posées à des immigrants qui ne le parlaient ni ne le lisaient. Les résultats ne pouvaient qu'être catastrophiques, permettant ainsi que l'on rejette les « inférieurs », désignés par leur QI, représentants de groupes de « couleur », des Juifs, des Gitans...

Le retour à cette manière de juger les autres met en évidence les deux faces du problème : l'impossibilité de continuer à recourir à la violence, surtout depuis les incidents de Los Angeles, et la nécessité de maintenir des millions de personnes en situation d'infériorité. La manière la plus souple et la plus « scientifique » de poursuivre cette manœuvre réside en l'utilisation d'un mécanisme simple qui permettra d'exclure... par manque d'intelligence ! La fausse science qui permet la création et l'utilisation du QI élargit ainsi son propre champs d'application pour réduire l'importance des fractures « raciales », qui sont remplacées par des séparations en termes d'intelligence.

Cette situation permet de mesurer la crainte dominant les WASP (white, anglo-saxons, protestants) qui sont considérés comme la fine fleur de la société traditionnelle nord-américaine, et qui font face à l'ascension continue (en nombre et en compétence professionnelle) de la population de « couleur ». Ne pouvant recourir aux formes violentes que le Ku Klux Klan continue à employer pour mobiliser de façon caricaturale, on a recouru au capital scientifique, mais sans pouvoir occulter les véritables motivations de cette tentative de justification du racisme.

ALFREDO MARGARIDO
Cadermos Insurreição (Portugal)

Globalisons la lutte antinucléaire

(suite de la « une »)

Cependant, soyons lucide, tous ceux et toutes celles qui manifestent contre la reprise des essais ne remettent pas en cause le principe de la dissuasion nucléaire, de la militarisation de la société ou bien encore le nucléaire civil.

C'est pourquoi les anarchistes ont à participer à la globalisation de cette lutte spécifique aux côtés des pacifistes et des écologistes qui n'ont pas cédé aux sirènes électoralistes. Veillons à ce que, sous prétexte d'unité et de nécessité à mobiliser le plus largement

possible, certains ne se refassent une « virginité nucléaire » à peu de frais. Durant les deux septennats de François Mitterrand, très peu de socialistes se sont élevés contre les essais, alors que le prédécesseur d'Hirochirac est le chef d'Etat français qui en a autorisé le plus :

86 sur 205 effectués au total par la France dans le Sahara et en Polynésie (3). Ils ont beau jeu de rappeler qu'en avril 1992, il a ordonné le moratoire des expérimentations nucléaires françaises, alors que, durant son passage à l'Elysée, l'incarnation de la « force tranquille » avait fait du nucléaire son pré carré, allant même jusqu'à affirmer : « La dissuasion, c'est moi » (4). On oublie trop vite que l'affaire du Rainbow Warrior s'est déroulée sous un gouvernement socialiste, celui de Laurent Fabius (5).

Si le Parti socialiste réclame aujourd'hui « de l'argent pour l'emploi, pas pour les essais », comment se fait-il qu'hier, sous Mitterrand, il n'y ait pas pensé ?



Photo Elodie (gr. Alliance)

Assez d'hypocrisie politicienne ! De même, si la Jeunesse communiste et le PCF placardent aujourd'hui les murs de nos cités d'affiches tout en couleurs appelant à l'arrêt des essais et au désarmement nucléaire, on ne les avait guère entendus tant que l'Union soviétique renforçait son arsenal nucléaire ni lors de la révélation, des années après, au sujet des expérimentations soviétiques sur cobayes humains (6).

Par ailleurs, les incidents de Papeete auront permis de rappeler au plus grand nombre, s'il en était besoin, que la lutte contre les essais nucléaires devait s'accompagner d'une critique virulente de la

politique colonialiste de l'Etat français. Bien qu'à mon sens la grève générale, surtout si elle prend une tournure autogestionnaire, soit un outil de lutte plus pertinent que le recours à la violence urbaine, je ne peux qu'exprimer ma solidarité avec les émeutiers. Reste à savoir si cette violence, largement compréhensible vu les conditions économiques imposées aux habitants, ne va pas plutôt servir les ambitions du leader indépendantiste Oscar Temaru aux dépens de la population.

CHRISTOPHE FÉTAT
(gr. Humeurs Noires - Lille)

Notes

- (1) Le Monde libertaire n° 1006 et 1007.
- (2) Libération du 21 juillet 1995, page 9.
- (3) 45 essais aériens, 193 essais nucléaires souterrains, le dernier compris, 12 tirs dits « de sécurité ». Lire le Monde du 2 août 1995, page 3.
- (4) Supplément au Monde du 11 mai 1995 : « François Mitterrand artisan de son destin », page XII.
- (5) On notera une certaine continuité entre les socialistes et la majorité actuelle, puisque Jean-Claude Lesquer, colonel en juillet 1985, responsable des opérations de la Direction générale de la Sécurité extérieure (DGSE), concepteur du plan baptisé « Satanic » qui devait aboutir au sabotage du Rainbow Warrior, a été promu Grand Officier de la Légion d'Honneur au titre du ministère de la Défense le 2 juillet dernier, cf. le Monde du 3 juillet 1995.
- (6) Le 14 septembre 1954, l'état-major soviétique réalisait « un exercice d'étude » où 44 000 hommes de l'Armée rouge furent exposés aux radiations pour voir comment les soldats se comporteraient dans les conditions réelles d'un conflit nucléaire. Les Etats-Unis procéderont à des expériences analogues sur leur territoire. Dossiers et Documents du Monde n° 234, juillet-août 1995, page 2.

Rédaction-Administration
145, rue Amélot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

lemonde libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an	45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amélot, 75011 Paris

Directeur de publication :
André Devriendt

Commission paritaire n°55 635

Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977

Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

Im
(suite d
des as
dénonc
discour
immigr
crise,
émisai
Reste
tiellem
était un
fut pas
Pasqu
tion en
ser de
expulsé
Des m
fortes -
chemin
associé
empêch
convois.
Mainte
Chirac,
de plus
devenir
ressort
expulsé
10 juill
person
expulsés
le 6 sept
Sénéga
Guinée
Roissy.
Sal (Ca
Conakry
d'Ivoire)
pays d'o
sées.

Depuis
ment Jup
organisé
l'intérieu
tion des
chaque s
août 199
annonc
passer d
en 1995
la frontiè
chiffre a
septembr
Si dan
nouveau
(Debré) a
pratique,

BRIE (C
LE SIDA
Kochise,
Trématis
Secrety s
contre c
septembr
fêtes de l
Un espaç
groupe FA
fanzines.
seront ren
d'Hémogl
avait des
aux assoc
la lutte c
Hémoglo
peuples
16000 An

Chaque lendemain d'essai nucléaire,
une manifestation aura lieu à Paris, à 18 h,
sur la place de la Bastille.

SOCIÉTÉ

Immigrés, ne nous laissez pas seuls avec les Français !

(suite de la « une »)

des associations... Elles avaient dénoncé ces pratiques et ces discours qui renforcent l'idée que les immigrés sont responsables de la crise, qu'ils sont des boucs émissaires bien commodes.

Reste que ce charter avait essentiellement un caractère symbolique, était une opération médiatique et ne fut pas renouvelé.

Pasqua, qui fit preuve d'imagination en la matière, essaya d'organiser des trains spéciaux pour expulsés. Son projet ne put aboutir. Des mobilisations suffisamment fortes — grâce à des syndicats de cheminots qui prévinrent des associations antiracistes — ont empêché la mise en place de ces convois.

Maintenant, avec la présidence de Chirac, l'expulsion par charters est de plus en plus fréquente, tend à devenir régulière ! Le 17 juin, 22 ressortissants roumains furent expulsés à Bucarest ; de même, le 10 juillet, 50 Roumains et une personne d'origine tzigane sont expulsés vers la même destination ; le 6 septembre, 30 Africains (dont 20 Sénégalais, 2 Cap-Verdiens, 1 Guinéen) ont quitté l'aéroport de Roissy. L'avion a effectué 4 escales : Sal (Cap-Vert), Dakar (Sénégal), Conakry (Guinée) et Abidjan (Côte-d'Ivoire) ; elles correspondent aux pays d'origine des personnes expulsées.

Charters : la banalisation !

Depuis la nomination du gouvernement Juppé, il y a déjà eu 4 charters organisés à cette fin. Le ministre de l'Intérieur souhaite banaliser l'utilisation des charters « en y recourant chaque semaine » (le Monde du 24 août 1995). « Le gouvernement avait annoncé son intention de faire passer de 12 000 en 1994 à 15 000 en 1995 le nombre de reconduites à la frontière, et au delà, de doubler le chiffre actuel. » (le Monde du 8 septembre 1995).

Si dans un premier temps le nouveau ministre de l'Intérieur (Debré) a fait de la publicité sur cette pratique, force est de constater qu'il

a changé d'optique : il tient à ce qu'elles s'effectuent dans le plus grand secret. Pour preuve, lorsque Antenne 2 et Libération ont voulu faire cet été un reportage sur l'embarquement de personnes expulsées à Roissy, les journalistes furent empêchés de filmer par les policiers présents et ont été insultés, repoussés par ces derniers. Le peu d'images diffusées malgré tout montraient des scènes pour le moins choquantes : certaines des personnes attachées, bâillonnées devaient être portées par les flics jusque dans l'avion. Il y a tout lieu d'être inquiet quant aux conditions dans lesquelles ces personnes ont effectué ce... (on ne sait comment qualifier ce « voyage » !).

Le gouvernement a au moins cinq raisons pour procéder ainsi :

— il est peu glorieux pour un gouvernement, se disant défenseur des droits de l'Homme, de faire « voyager » quelqu'un de force, encadré de deux policiers au milieu de voyageurs ;

— dans un vol régulier, le commandant de bord peut refuser l'accès à une personne dont il estime qu'elle pourrait créer des incidents pendant le vol. En conséquence, lorsqu'une personne manifeste fermement et physiquement son refus d'embarquer, l'expulsion n'a pas lieu et une procédure judiciaire est engagée ;

— un charter de 50 personnes coûte entre 200 000 à 400 000 F, soit le prix de 10 reconduites individuelles ;

— un même avion, en effectuant des escales, peut regrouper des personnes de différents pays d'origine ; cela assouplit d'autant les procédures d'expulsion ;

— un même avion peut expulser plus de personnes à la fois sans être tributaire des places libres dans les vols réguliers ; de plus, ces expulsions prennent un caractère européen qui concrétise la mise en place des accords de Schengen, autrement dit, participent à la construction de l'Europe-forteresse. Ainsi, le 22 mars 1995, une quinzaine de Zaïrois arrêtés aux Pays-Bas, Allemagne et France sont embarqués discrètement aux Pays-Bas.

Ainsi, des avions de la compagnie Air Charter sont régulièrement réquisitionnés avec leurs équipages pour expulser ces « indésirables » en France, mais aussi en différents pays européens de l'espace Schengen. En effet, lors des départs de ces avions, plusieurs personnes d'origine étrangère dans les pays de l'espace Schengen, sont regroupées, en général à Roissy, pour être embarquées de force, en étant bâillonnées, attachées à leur siège.

La compagnie Air Charter est une filiale d'Air France ! Qu'attendent les syndicats de cette boîte pour se prononcer médiatiquement et pratiquement sur cette violence étatique ? L'expérience des syndicats de cheminots peut servir d'exemple !

Air Charter/Air France ne doivent pas devenir des outils pour expulser des êtres humains ! Air Pasqua, Air Cresson, Air Debré ça suffit !

Non aux expulsions ! Non à l'Europe-forteresse

Pouvons-nous tolérer qu'un enfant se fasse tuer par un filc lorsque sa famille passe la frontière alors qu'elle tente d'échapper à l'horreur guerrière sévissant en Bosnie-Herzégovine ?

Pouvons-nous tolérer qu'on empêche une femme Algérienne de venir en France ou en soit expulsée alors qu'elle risque d'être violée, torturée, tuée ?

Pouvons-nous accepter qu'une personne soit expulsée sous prétexte que son pays est reconnu par l'ONU alors que l'on sait que son gouvernement pratique la torture, le meurtre... ?

Pouvons-nous accepter qu'on expulse un être humain alors qu'il a été obligé d'émigrer parce que les plans du FMI et de la Banque mondiale, imposés à son pays et acceptés par le gouvernement local, ont comme conséquences d'engendrer la famine, la destruction de toute politique sociale, de santé... ? Pour lui, l'alternative est de mourir de faim, de maladie, de guerre... ou d'émigrer.

Pouvons-nous accepter qu'on interdise le regroupement familial ?

Pouvons-nous accepter que le détroit de Gibraltar continue à être cet immense cimetière dans lequel se noient tous les jours des hommes et des femmes qualifiés de clandestins par nos gouvernements ?

Pouvons-nous accepter ce monde dans lequel les trois quarts de l'humanité vivent dans des conditions désastreuses au sud, mais aussi, dans une moindre mesure, au nord ?

Lutter contre l'exclusion, contre la « fracture sociale » suppose d'en finir avec cet ordre mondial qui rationalise l'espace, l'organisation sociale, la vie des gens uniquement à partir d'un critère économique : le profit.

C'est à la misère qu'il faut s'attaquer, pas aux immigrés !

Est-ce réaliste de vouloir fermer les frontières, alors que la seule alternative est la mort ou l'émigration pour des populations entières ?

Voulons-nous une société totalement « purifiée » dans laquelle vivraient essentiellement des Blancs, bien pensant, repliés sur eux-mêmes, ayant de plus en plus peur des gens confinés dans ces ghettos que tendent à devenir ces quartiers dits déshérités : les banlieues. Des blancs ayant tout aussi peur des populations victimes de l'impérialisme qui les réduit à la misère, à la mort ?

Voulons-nous une Europe-forteresse, repliée sur elle-même, vivante de la misère, de l'exclusion des populations du Sud, d'une part, de la précarité, de l'exclusion sociale de plus en plus de gens du Nord, d'autre part ?

Voulons-nous un monde fondé sur le développement séparé (véritable apartheid social) générant de plus en plus la barbarie ?

Ce qui nous importe, ce sont les personnes, leur vie, nos vies. Nous voulons un monde ouvert, solidaire dans lequel la liberté de circulation des hommes, des femmes et des idées soit un principe fondamental et inaliénable.

GRUPE LIBERTAIRE de TOURS
(affilié au réseau No Pasaran
et à la Fédération anarchiste
c/o FA, BP 2114,
37021 Tours cedex)

LILLE : Civil ou militaire non au nucléaire !

A Lille aussi l'été fut antinucléaire. Quelques jours après l'annonce de la reprise des essais nucléaires français en Polynésie, un collectif s'est constitué pour riposter. Oubli ou volonté délibérée, les anarchistes n'avaient pas été contactés pour rejoindre ce collectif. C'est par hasard que les libertaires lillois ont eu connaissance de la tenue de la première manifestation en juin dernier.

Le 6 août dernier, cinquantième anniversaire de la bombe d'Hiroshima, 600 personnes se sont rassemblées, place Rihour, à Lille, rebaptisée pour la circonstance place Hiroshima, avant de former une chaîne humaine jusqu'à la préfecture, à l'appel du collectif régional. S'il a participé à la manifestation et à la conférence de presse qui l'a précédée, le groupe Humeurs Noires de la Fédération anarchiste s'est refusé à signer l'appel aux côtés du Parti socialiste. En effet, celui-ci a été accepté au sein du collectif par les autres organisations (Les Verts, Mouvement de la paix, PCF, AREV, LDH...) en dépit de la politique nucléaire qu'il a menée pendant les deux septennats de François Mitterrand.

Le groupe Humeurs Noires et les autres composantes du mouvement libertaire lillois, notamment les anarcho-punks, se sont efforcés tout au long de l'été de montrer que la lutte contre les essais ne pouvait être dissociée de la lutte contre le nucléaire civil, la militarisation de la société et le néo-colonialisme de l'Etat français.

Outre la participation critique aux manifestations organisées par le collectif, les anarchistes lillois ont multiplié collages, émissions de radio, communiqués de presse (que d'ailleurs la presse locale n'a pas jugé bon de reproduire). Ils étaient également présents à un rassemblement préparé par des anarcho-punks à Tournai, en Belgique, le 9 août 1995, cinquantième anniversaire de la bombe de Nagasaki ainsi qu'au Festival anti-dech'nuc les 26 et 27 août dernier à Cirfontaines-en-Ornois (Haute-Marne). Ce festival, organisé par la Coordination nationale contre l'enfouissement des déchets nucléaires, a réuni plus de 3 000 personnes, qui ont pu, entre deux concerts, s'informer auprès des différentes associations venues tenir un stand.

La documentation collectée à l'occasion de ce festival permet de tenir une table antinucléaire sur le stand libertaire à la braderie de Lille, les 2 et 3 septembre.

Dès le lendemain du premier essai, 200 personnes se sont réunies devant la préfecture du Nord et 500 le jour suivant pour une manifestation de la place Rihour jusqu'à la préfecture.

CHRISTOPHE et BERTRAND
(gr. Humeurs Noires - Lille)

Associations

BRIE (CHARENTE) : CONCERT CONTRE LE SIDA

Kochise, Les Zarmazones, Les Ejectés, Trômatism, Trôms, Immature Posse et In Secrety sont invités à envoyer des décibels contre ce virus de merde, le samedi 23 septembre, à partir de 20h, à la **salle des fêtes de Brie (près d'Angoulême)**.

Un espace est réservé aux associations (le groupe FA d'Angoulême y sera présent) et aux fanzines. Entrée : 40 F (les billets d'entrée seront remplacés par des pochettes à l'effigie d'Hémoglobine, avec préservatifs et gel). S'il y avait des bénéficiaires, ceux-ci seraient reversés aux associations impliquées directement dans la lutte contre le SIDA.

Hémoglobine Organisation, Maison des peuples et de la Paix, 6 bis, rue Marengo, 16000 Angoulême. Tél. : 45.92.48.32.

CARLUCET (LOT) : FÊTE DES VENDANGES CANNABIQUES

Une fête des vendanges cannabiques, à l'initiative du CIRC, aura lieu aux environs de Carlucet (village situé à 40 km au nord de Cahors) les 23 et 24 septembre.

Au programme : concert avec Big Elephant Juice, Glavious, Lagony, Ripe La Lune, Yot Soggoth ; stands, exposition, troc, etc. Prévoir votre tente et votre duvet.

Pour toute information, contactez le **CIRC-Toulouse c/o Canal Sud, 40, rue Alfred-Duméril, 31400 Toulouse. Tél. : 61.66.92.67.**

NANTES : « LE LOCAL »

« Le Local » (16, rue Sanlecque. Tél. : 40.48.49.56) projette, le vendredi 22 septembre, à 20 h 30, un reportage de Jean-Michel Carré sur la prostitution, *Les trottoirs de Paris*.

NANTES : « SOS TAHITI » AU BRETAGNE

Le collectif antinucléaire « Les Irradiés du Pacifique » organise une soirée ciné-débat, animée par « SOS-Tahiti », le vendredi 22 septembre, à 20 h 30, au **cinéma Le Bretagne**.

CHOISY-LE-ROI : LA CNT A LA FÊTE DES ASSOCIATIONS

La CNT sera présente à la Fête des Associations, les samedi 23 et dimanche 24 septembre, de 11 h à 19 h, au **parc Maurice-Thorez, 27, boulevard des Alliés**. La CNT présentera sur son stand des films sociaux.

PARIS : « SAUVEZ MUMIA ABU-JAMAL ! »

Le Comité de soutien aux prisonniers politiques aux Etats-Unis (CSPP) organise une

soirée vidéo-débat en faveur de Mumia Abu-Jamal à **LA CLEF, 21, rue de la Clef, 75005 Paris**. Entrée : 40 F.

• Chaque deuxième mercredi du mois, un rassemblement est organisé **devant l'ambassade américaine, 2, avenue Gabriel (près de la Concorde)**, entre 18 h et 20 h.

TOULOUSE : SOUTIEN A « LOS ARENALEJOS »

Dans le cadre d'une campagne de solidarité avec le collectif libertaire rural « Los Arenalejos » d'Andalousie, le Centre de documentation et d'études sociales de la CNT organise une soirée d'information-débat, avec la participation d'un compagnon de cette collectivité, le jeudi 28 septembre, à 20 h 30, au **local de la CNT, 7, rue Saint-Remésy, 31000 Toulouse. Tél. : 61.52.86.48.**

L'antimilitarisme

La Turquie, ce flambant allié de la « démocrate » Union européenne, est un Etat fortement militarisé et qui, comme d'autres Etats, n'a de démocratique que le nom.

Le contrôle des militaires sur la société est croissant et constant, et la récente intervention au Kurdistan irakien en est l'illustration. Résister est une tâche difficile et pleine de dangers.

Osman Murat Ulke, objecteur-insoumis, membre de la Izmir Saras Karsitlari Dernegi (Association des résistants à la guerre d'Izmir), a présenté la situation dans le journal libertaire de Bilbao *Ekintza Zuzena*.

Il a paru nécessaire au *Monde libertaire* de s'en faire l'écho, d'autant que depuis cette interview Osman Murat Ulke a été arrêté, comme nous l'indique un communiqué de l'Union pacifiste de France, publié ci-après. L'UPF en appelle à votre solidarité pour faire libérer ce compagnon antimilitariste, par ailleurs anarchiste. Bien évidemment, la FA et le *Monde libertaire* s'associent à cette initiative.

Quelles sont les origines et les étapes du mouvement antimilitariste en Turquie ?

Au début, il y a eu deux objectifs en 1990, qui menèrent une démarche individualiste, sans appui organisé. Ils menèrent une bonne campagne autour d'une revue qui dura un semestre et qui s'arrêta, mettant fin au soutien. Durant l'été 1992, les membres et publications anarchistes ont débattu pour savoir comment mener une campagne sur l'insoumission et, en décembre, nous avons fondé une association. Après avoir été interdite en 1993 et refondée en 1994, elle compte aujourd'hui 100 membres, dont la moitié sont des femmes.

Quelles sont vos stratégies et positions ?

Bien que notre association ait été créée par des anarchistes, nous ne sommes pas fermés aux autres sensibilités. Notre démarche est de créer des liens avec tous les groupes qui sont contre la guerre. Nous ne sommes pas des « purs » pacifistes, mais notre stratégie est non violente. Nous sommes intervenus en diverses occasions sur les relations turco-gréco-chypriotes, la guerre du Kurdistan, l'énergie nucléaire, l'objection de conscience...

Pourquoi avez-vous décidé d'adopter une stratégie d'insoumission ?

Pour nous, le régime turc est militariste, ce qui conditionne toute la vie du pays. Un service de substitution ferait partie de cet édifice, comme ce qui se passe en Europe. Depuis le début nous voulions devenir insoumis.

Quel est le rôle de l'armée dans la société turque, dans la vie quotidienne et dans l'histoire ?

L'armée fut un des principaux piliers de la politique expansionniste de l'empire ottoman. En 1923,

avec la fondation de la République turque de Mustafa Kemal Atatürk (qui lui-même était un général), l'armée a également eu un rôle fondamental, qu'elle n'a plus jamais perdu. Après les élections de 1950, il y eut trois coups d'Etat, en 1960, 1971 et 1980. Aujourd'hui, les militaires sont très puissants et dirigent le pays à travers ce que l'on appelle le Conseil de sécurité nationale. Le service militaire dure 18 mois, et a en plus une valeur symbolique. Dans l'islam, tu es la moitié d'un homme lorsque tu es circoncis, et tu deviens un homme à part entière en allant faire l'armée. Ceci est partie prenante d'une culture machiste. Après le service, tu dois travailler et former une famille pour être un bon Turc.

Un autre aspect de la Turquie, c'est la guerre au Kurdistan.

Voilà 11 ans que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a commencé la guerre, qui gagne en intensité. Jusqu'à présent, 20 000 personnes sont mortes et l'armée a beaucoup de difficultés pour éviter que les gens n'appuient le PKK. Ils ont ainsi tenté de diviser les gens en créant des milices de « protection villageoise », qui sont payées et armées pour défendre les villages contre le PKK. L'autre stratégie étant d'attaquer le PKK sur ses bases, comme en Irak.

Les militaires paraissent chercher une solution définitive, mais pourquoi le faire maintenant, et pourquoi ne pas l'avoir mise en œuvre avant ?

L'armée turque utilise des méthodes brutales, spécialement depuis 1990. Ils ont brûlé des forêts et des villages du Kurdistan turc pour « nettoyer ». Malgré cela, le PKK a un appui très fort dans la population et on peut trouver ses membres dans presque toutes les maisons de cette zone très montagneuse, ce qui rend la tâche difficile aux militaires.

Que penses-tu de la position européenne et de celle de l'OTAN qui appuient l'autonomie kurde en Irak, mais la désapprouvent en Turquie ?

Le Kurdistan est divisé par les frontières de 4 pays : Iran, Irak, Turquie et Syrie, et il y a de nombreux partis et positions. L'armée américaine et l'ONU ont appuyé l'autonomie kurde en Irak, mais cela ne signifie pas qu'ils le fassent en Turquie, parce que les attitudes des Kurdes irakiens à leur égard sont très différentes de celles manifestées par les Kurdes de Turquie. De plus, cette autonomie en Irak ne signifie pas grand chose, et l'embargo contre Saddam Hussein affecte la situation économique de l'autonomie, ce qui aboutit à une situation de guerre civile. En ce qui concerne la Turquie, l'armée peut compter avec toutes les armes qu'elle veut et l'OTAN gagne beaucoup d'argent en les lui vendant. Il y a des zones de limitation d'armes, mais elles se trouvent dans d'autres régions du pays.

Quelles sont les positions du mouvement antimilitariste dans cette situation et par rapport au PKK ?

Il y en a plusieurs. La plupart d'entre nous ne pense pas que le PKK représente la majorité du peuple kurde, parce que ce parti repose sur les propriétaires terriens de la zone, travaille avec les islamistes et le capital dans une alliance très nationaliste. En voyant leurs méthodes, nous croyons que s'ils créaient un Etat, il serait dictatorial, avec une assise socialiste qui n'est que rhétorique. Nous prenons

nos distances avec le PKK, mais nous ne le comparons pas avec l'Etat turc, ce serait une grave erreur. L'Etat turc attaque les droits culturels du peuple kurde, et nous n'allons pas devenir pacifistes ou moralistes. L'Etat turc est le plus grand responsable de cette guerre, et ceci depuis longtemps.

Qu'en est-il des problèmes religieux avec les islamistes ou des conflits avec les alévites ?

Les alévites sont une secte musulmane très progressiste, qui a eu de graves problèmes avec les sunnites. Depuis la fondation de la République, la majorité d'entre eux se situait dans une mouvance social-démocrate, appuyant le système laïque kémaliste, pendant que les

gens ont émigré vers les villes, et en perdant leur culture ne savent plus que faire ou quoi croire. Les islamistes ont pris beaucoup de pouvoir et ont atteint les 20% aux dernières élections. Et cela va continuer. C'est un problème social plus que religieux. La base sociale se retrouve plus dans un mécontentement social que dans un fondamentalisme idéologique impulsé par une minorité dirigeante.

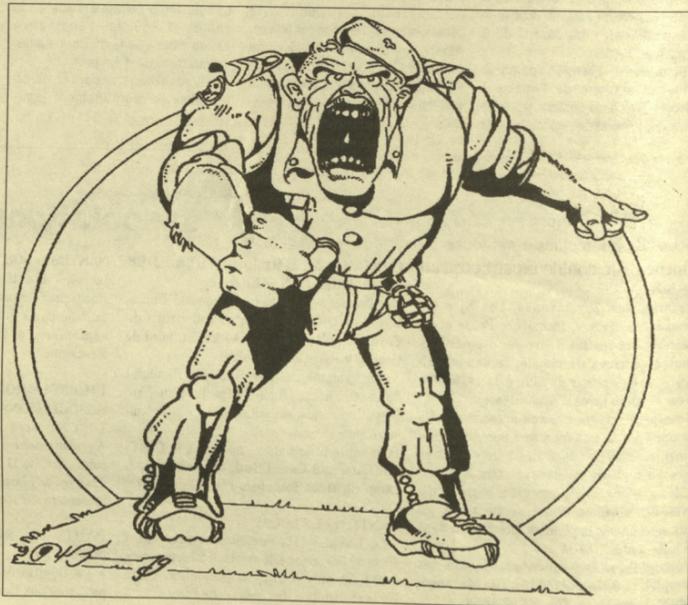
Le mouvement antimilitariste délégitime-t-il l'armée turque ?

C'est ce qui se passe, mais pas par nos seules forces, mais aussi parce qu'il y a une guerre et que les gens ne veulent pas y participer. En décembre 1993, il y avait 250 000 personnes qui n'avaient pas été incorporées au service militaire. En 1994, il y a eu des essais pour les convaincre de le faire, mais seuls 50 000 s'y sont résolus. Ce sont les chiffres officiels, mais nous croyons que le chiffre des réfractaires est de 400 000.

400 000 jeunes Turcs échapperaient au service militaire

Un quelconque groupe tente-t-il de se servir du mouvement antimilitariste ?

Ceux qui nous appuient nous respectent. Cela ne leur est pas facile parce qu'il y a des distances idéologiques, mais ils doivent reconnaître que nous existons (même si nous sommes très peu nombreux). D'autre part, les Kurdes se rendent compte que nous luttons contre l'armée turque. Ils nous appuient par pragmatisme, bien qu'ils aient déjà tenté de nous utiliser pour légitimer leur lutte de libération. Sans doute ont-ils vu que c'était mauvais pour l'antimilitarisme et



en Turquie

pour eux, maintenant, ils évoquent une lutte antimilitariste en Turquie occidentale, donc ils parlent de nous.

Parlons de la gauche en Turquie.

La gauche turque est très petite. Elle a été clairement ravagée par le coup d'Etat de 1980. Entre 1980 et 1982, il y a eu 600 000 cas de torture. Des partis, syndicats et autres groupes furent interdits et n'ont pu récupérer leur influence passée. De plus, la gauche a des problèmes pour changer et s'adapter à la nouvelle situation, tout en laissant ses dogmes de côté. Il y a de nombreux petits groupes qui appuient encore l'idée de violence révolutionnaire contre l'Etat, sans toutefois être capables de mener à bien cette stratégie.

Existe-t-il un mouvement anarchiste ?

Il n'y a pas de mouvement anarchiste en Turquie. La première fois que l'on parla d'anarchisme, c'était en 1986. Il y avait quelques revues, et maintenant nous voyons que la possibilité de créer un mouvement a disparu, parce que les quelques-uns à se dire anarchistes

Et l'extrême droite ?

Ils étaient très forts dans les

années 70, en réaction à la vague révolutionnaire, et l'Etat les appuyait. Ils perdirent leur influence après le coup d'Etat, bien qu'ils conservent un certain poids dans l'appareil d'Etat. Ces dernières années, avec le problème kurde, l'Etat appuie à nouveau les fascistes pour renforcer l'esprit d'unité nationale. Aujourd'hui, ils ont de nouvelles possibilités pour diffuser leurs idées, avec l'appui des médias, et ils développent des attaques contre les étudiants, les syndicalistes, les Kurdes...

Que peut-il se passer en Turquie dans les temps à venir ?

Dans un proche avenir il y a plusieurs dynamiques, dont l'une est celle des islamistes, qui s'affrontent avec l'armée qui est laïque et inflexible. Puis il y a les Kurdes avec leur lutte nationaliste. Autre dynamique, celle du Capital qui voit que ses relations s'améliorent avec l'Europe, ce qui pourrait amener une demande de meilleure image de marque dans le domaine des droits de l'Homme. Autre dynamique, celle des fascistes, chaque fois plus forts. Aucune d'entre elles ne mène à la liberté. Le futur est sombre.

ne sont pas très sérieux, et ceux qui le sont se retrouvent dans le mouvement antimilitariste.

A part les revues, y a-t-il d'autres formes de résistance comme les squatts, la scène musicale...

Squatter en Turquie est impossible. Même si tu occupes un logement légalement, la police peut entrer chez toi si les voisins prétendent que tu es un terroriste. Il y a eu des tentatives pour former des communes libres ou des formes alternatives de travail, comme l'artisanat du cuir, pour financer des groupes, mais tous ces projets ont échoué. Aujourd'hui, il n'y a rien.

Info. transmise par M. Montet, pour l'Union pacifiste (c/o UPF, BP 196, 75624 Paris cedex 13. Tél. : 45.86.08.75. Fax : 45.86.49.71.)

OSMAN MURAT ULKE ARRÊTÉ

Depuis l'interview publiée dans le journal libertaire ibérique *Ekintza Zuzena*, Osman Murat Ulke a été arrêté. L'Union pacifiste de France s'en émeut, par la publication du communiqué ci-après, et vous invite à lui manifester votre soutien, en expédiant par fax, aux diverses instances turques, ledit communiqué :

« Nous venons d'apprendre l'arrestation, ce 29 août 1995, de M. Osman Murat Ulke, objecteur de conscience du Savas Karsitlari Dernegi.

Nous tenons à protester contre l'emprisonnement de M. Osman Murat Ulke, pionnier d'un monde sans guerre par son refus de tuer d'autres hommes.

Nous comptons sur votre urgente intervention pour le libérer, réparer cette flagrante violation des droits de l'Homme et éviter ainsi que la Turquie ne devienne un pays où seuls les criminels ne sont pas en prison. »

— tribunal militaire d'Ankara : 19.90.312.418.53.41 ;
— Mme Tançu Ciller, Premier ministre : 19.90.312.417.04.76 ;
— Président de la République : 19.90.312.428.04.84 ;
— ministère de la Justice : 19.90.312.425.45.66.

Vous pouvez également envoyer un mot de solidarité à Osman Murat Ulke Izmir, par le biais de l'association Savas Karsitlari Dernegi, 1468 Sok. n° 14, Alsancak-Izmir (Turquie).

RENDEZ-VOUS

DIEPPE

Le groupe Clément-Duval vous invite à participer, le vendredi 22 septembre, à 17 h 30, place du Puits-Salé, au rassemblement contre la reprise des essais nucléaires dans le Pacifique.

LYON

Un « pot de l'amitié », offert par la FA, aura lieu à la librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon, le samedi 23 septembre, à partir de 17 h.

MARSEILLE

Le groupe FA John-Cage de Marseille a publié le n° 4 de *Kyé*, consacré au compositeur John Cage. 50 F. Chèque à l'ordre de « FA de Haute-Garonne ». FA de Haute-Garonne, 36, rue de Cugnaux, 31300 Toulouse.

TOULOUSE

Le groupe Albert-Camus a acheté un local de 85 m². Une souscription est ouverte. Chèque à l'ordre de « FA de Haute-Garonne ». FA de Haute-Garonne, 36, rue de Cugnaux, 31300 Toulouse.

CHRONIQUE DE L'IMMIGRATION

L'enfant d'Edouard

Au début ils s'entendaient bien. Etudiants tous les deux, ils se sont connus à la fac. Edouard avait une petite chambre à la cité universitaire. Elle habitait encore chez ses parents. Ils font leurs études côte-à-côte, sortent ensemble, se voient tout le temps. Elle dort de plus en plus souvent chez lui, puis s'installe tout à fait, ne rentrant plus à la maison que pour le week-end. Ses parents semblent apprécier Edouard. Ils n'ont fait aucune réflexion quand elle le leur a présenté, bien qu'il soit noir de peau...

Après deux ans de cette vie amoureuse, un enfant naît. La chambre d'Edouard est trop petite et trop inconfortable pour le bébé et la maman, qui retourne vivre chez ses parents. C'est une joie pour eux d'avoir un petit fils, et ils font tout pour gâter leur fille et la garder auprès d'eux. Bien sûr, Edouard est le bienvenu. Il peut passer à n'importe quel moment pour voir le petit. Il peut même coucher là quand ça lui chante. C'est un grand pavillon, et il y aura toujours un lit pour lui.

L'étudiant se rend vite compte qu'il a de moins en moins l'occasion d'être seul avec sa femme. La belle-mère est toujours là, qui se mêle de tout : du biberon, de la promenade et de la façon dont il faut s'occuper d'un enfant. Les deux femmes ont l'air de le considérer comme un père un peu fantasme, pas tout à fait responsable, sur lequel on ne peut pas vraiment compter. Si Edouard avait eu de l'argent, il aurait pu louer un appartement pour loger sa famille. C'est cela qu'il aurait fallu, un nid aussi douillet que chez les parents, un mari qui travaille et qui gagne de l'argent pour nourrir sa femme et son fils.

Edouard voit bien qu'on se détache de lui. On le reçoit moins amicalement. Sa femme s'énerve facilement et sa

belle-mère a pris une autorité toujours plus grandissante. Peu à peu on évite de lui confier l'enfant. Il n'est plus autorisé à l'emmener en promenade. On semble se méfier de lui. Il ne comprend pas pourquoi. Tout d'un coup, on dirait qu'il leur fait peur.

Au cours d'une dispute, sa femme en larmes se met à crier qu'elle ne veut pas qu'on lui enlève son enfant. Sa mère lui a suggéré qu'Edouard pourrait très bien emporter le petit avec lui quand il repartirait en Afrique. Il a beau dire qu'il désire s'installer en France définitivement, y vivre avec elle et l'enfant et qu'elle n'a rien à craindre de lui... elle préfère croire ce que lui dit sa mère et aussi les histoires affreuses qu'elle a vues à la télé.

Maintenant, il sait que c'est la famille en bloc qui le rejette. Il est devenu l'ennemi. On ne lui laisse plus approcher son fils. On lui renvoie même les cadeaux qu'il lui fait. Il se souvient avec horreur que déjà, à la naissance, sa belle-mère avait voulu l'empêcher de reconnaître l'enfant.

Edouard a vu le danger. On cherche à le faire renoncer à sa paternité. Faire croire qu'il se désintéresse de son enfant, qu'il abandonne la mère, qu'il ne vient jamais les voir. Alors, il commence à avoir des craintes car il sait bien que son statut d'étudiant est excessivement précaire et qu'il peut lui être retiré à n'importe quel moment. S'il loupe un examen, s'il change d'orientation ou si ses ressources sont remises en cause. Non renouvellement du titre de séjour = invitation à quitter le territoire = arrêté de reconduite à la frontière. S'il était renvoyé dans son pays, il ne reverrait jamais son fils.

Quand il vient me voir à la permanence, je lui conseille de prendre un avocat afin de faire fixer l'autorité parentale.

Surtout qu'il me raconte que sa belle-mère, qui est maintenant à la retraite, travaillait autrefois à la Préfecture ! Je suppose qu'elle doit bien connaître les lois sur l'immigration et qu'elle pourrait être tentée de les utiliser afin de se débarrasser d'un gendre qui lui pèse si fort (1).

Quelques mois ont suffi pour rendre à Edouard ses droits. Le juge aux Affaires familiales a tranché. Avec sa femme, maintenant, il partage la garde de l'enfant. Il verse une petite pension alimentaire calculée en fonction de ses ressources d'étudiant.

Aujourd'hui, dimanche, il me téléphone. Il est très ému. Il a pris son enfant chez lui pour la première fois. Sa femme lui a amené le petit, hier, et il va pouvoir le garder pendant tout le week-end. Depuis deux ans que l'enfant est né, c'est la première fois qu'Edouard a droit à un tel bonheur.

CLAUDE

(1) En effet, un père d'enfant français n'est pas forcément protégé de la reconduite à la frontière. Il faut pour cela prendre l'enfant en charge ou avoir sur lui l'autorité parentale (Article 15.3 de l'ordonnance de 1945). Quand le couple est marié, c'est sans problème. Mais s'il s'agit d'un enfant naturel, la mère doit accepter de partager l'autorité parentale avec le père de l'enfant, même si celui-ci l'a reconnu. Depuis 1993, une nouvelle loi donnerait automatiquement l'autorité parentale conjointe. Il faut croire que la Préfecture n'en tient pas compte puisqu'elle continue à réclamer, aux pères d'enfants français qui demandent une carte de résident, un certificat d'autorité parentale.

DANS LE PAS-DE-CALAIS
UNE MARCHÉ CANNABIQUE AVORTÉE

Prohibition : « No pasaran ! »

Cela devait être une « marche européenne pour la paix aux drogues », mais cela se résuma par de nombreuses interpellations et fouilles policières. Cinq marcheurs isolés dans leur détermination passent en procès pour avoir voulu défilé de Calais à Bruxelles en faveur d'un changement de la politique des drogues.

A l'initiative de l'association « Narcotic System » (née de la dissolution du Collectif d'information et de recherche cannabique du Centre-Ouest), cette marche devait rassembler un grand nombre d'associations européennes anti-prohibitionnistes, mais il semble que la répression judiciaire active qui se joue sur ces groupes les ait réduits à une sorte de résistance passive. Cette association a pour but de « lutter contre les conséquences de la prohibition des drogues ». Leurs revendications : la légalisation du cannabis et le contrôle sanitaire et social des drogues (dans une perspective de tolérance et de prévention des toxicomanies), y compris alcools, tabacs, médicaments [...].

En début d'année, malgré les rapports du Comité national pour la consultation des jeunes, du Comité consultatif national d'éthique et de la Commission Henrion, tous trois favorables à un assouplissement de la législation sur les stupéfiants, le trio Balladur-Pasqua-Veil décida de ne rien céder à la loi décriée de 1970, ce qui marqua également une opposition flagrante avec le « confrère allemand », dont le législateur venait de dépénaliser le cannabis. Chirac a gardé le fou Nahas (1) à ses côtés et Debré déclarait, lors de sa prise de fonction, qu'il saurait être moins laxiste que son prédécesseur en matière de drogue (on lui souhaite bon courage pour la pire). Bien que théoriquement absent, Pasqua a déjà dépassé Debré puisqu'il pressait depuis longtemps les Pays-Bas pour qu'ils fassent marche arrière dans leur politique sur les drogues, ce qui aboutit, car une loi va y être votée pour que la possession tolérée de Cannabis passe de 30 à 5 grammes. Les antiprohibitionnistes doivent donc bien radicaliser leurs actions.

Le 25 août, était prévu un rassemblement sur une plage calaisienne. Hélas, l'organisateur principal était embarqué dès son arrivée et son matériel saisi (2). Depuis quelques jours déjà, la police municipale, les brigades de gendarmerie, les douanes et même les brigades de répression de l'immigration clandestine et de l'emploi clandestin contrôlaient au faciès les vacanciers et les manifestants individuels ou en groupes. L'arrêté

d'interdiction préfectoral tombait alors pour le Pas-de-Calais. Il faut dire que Debré faisait son tour du département au même moment.

Le 29 août, à la Bassée, pour un nouveau départ de la marche dans le Nord, seuls six marcheurs eurent droit, sans qu'ils aient eu le temps de manifester, à une nouvelle interpellation des gendarmes avec garde à vue de 28 h pour cinq d'entre eux (3). L'arrêté préfectoral qui leur fut présenté pour le Nord était daté du 24 août, alors que la mairie et la police municipale de Lille leur prêtaient la veille un local pour l'étape lilloise de la marche. Pas même fouillés (ou si peu !), ils ne pouvaient simplement pas entraîner de rassemblement devant la prison de Loos-lès-Lille où sont incarcérés nombre de dealers pas politiquement protégés.

Deux d'entre eux ont déjà été jugés pour une manifestation interdite sévèrement réprimée au Mans, le 6 mai dernier (4). Prévenus d'avoir organisé une manifestation interdite et d'avoir incité à l'usage de stupéfiants (ce vieux L.630 de 1970 contre lequel ils sont dans la rue en Chiraquie et pas dans les coffee-shops aux Pays-Bas), ils seront cinq sur le banc des inculpés à Lille le 4 octobre devant la 7^e chambre correctionnelle et vous donnent rendez-vous pour un rassemblement de soutien et en faveur de la liberté d'expression des usagers de psychotropes et de drogues, devant le tribunal de Lille, dès 13 h.

DIDIER — un des inculpés — (gr. FA du Mans)

- 1) Gabriel Nahas : professeur décrié, qui a fait de la lutte contre le cannabis une croisade personnelle. A notamment déclaré que l'usage du cannabis faisait pousser la moustache aux femmes et des seins aux hommes !
 - 2) Saisie d'une banderole et d'un drapeau, de tee-shirt, tracts et... de moins d'un gramme de marijuana. Malgré tout, les organisateurs ont pu faire passer sous le nez des autorités 4 000 tracts.
 - 3) Saisie de tracts, de shillums (pipes en terre), d'un bong (pipe en bambou) et d'un tampon-encreur où était inscrit « Narcotic System ».
 - 4) Libération du 27 juin 1995.
- N.B. : association « Narcotic System » : 51.69.08.23 (demandez Pascal).

SAINT-OUEN

De l'autre côté du périphérique

De l'autre côté du périphérique parisien, à Saint-Ouen, en bordure de la ZAC, existent cinq petites jolies et bien modestes maisons, vestiges d'une banlieue ouvrière. Le passant, qui s'aventure passage Lacour, trouvera table, chaises et parasol sur la chaussée, et voisins, amis réunis à l'heure de l'apéro. Mais — il y a toujours un mais — mais donc, il y a trop souvent des gens qui s'obstinent à vouloir le bien des autres. Ainsi la municipalité de Saint-Ouen a décidé de détruire ces maisons pour réaliser une promenade bordée d'arbres. Les habitants du passage Lacour et du quartier, eux aussi, aiment les arbres. Mais ils pensent que ces maisons peuvent contribuer à donner un aspect plus humain et convivial à leur quartier, qu'elles peuvent s'intégrer à un projet paysager. Ils se sont donc associés (1) pour demander à la mairie de revoir son projet. Jusqu'ici, la mairie n'a pas daigné leur répondre. Alors ils font circuler tracts et pétitions. Pas de réponse de la mairie de Saint-Ouen qui, pourtant, devrait avoir en mémoire la volonté et la combativité dont ont fait preuve des habitants de ce quartier lorsque, réunis au sein d'une autre association, ils s'opposèrent, avec succès, à l'expulsion d'une famille, rue Pasteur. Succès qui fut d'ailleurs salué lors d'une grande fête par les habitants de la rue Pasteur. Se rencontrer, s'associer, s'entraider, résister... Et un quartier se retrouve.

LAURENT FOUILLARD

(1) La pétition est disponible à la librairie du Monde Libertaire ou au Comité de défense des maisons du passage Lacour c/o M. et Mme Peillex, M et Mme Touati, M. et Mme Robitte, passage Lacour, 50, rue Emile-Zola, 93400 Saint-Ouen.

A LA PETITE SEMAINE

Horreur et honneur

Depuis la nuit des temps la caserne demeure, pour de jeunes appelés tortionnaires qui s'ignorent ou des brutes analphabètes bonnes à rien, c'est-à-dire capables d'être soldats de métier, le cadre idéal — parfois concurrencé par tel commissariat ou camp de rétention — où s'épanouissent pleinement les tendances sadiques de ces bourreaux en herbe.

L'environnement — tout de bêtise abjecte, d'obéissance aveugle à des ordres imbéciles, de mépris des « gonzesses », de culte de la force et d'admiration pour la violence bestiale — s'y prête. Au point que le port de l'uniforme semble parfois vécu par eux comme une sorte d'autorisation de se livrer à ses petits jeux barbares et exécrables qui font le délice des quartiers militaires.

En tentant d'étouffer à tout prix chacun des scandales qui, régulièrement, nourrissent la rubrique « faits divers » des gazettes, il paraît que l'armée, c'est ce que prétendent ses avocats, souhaite préserver son honneur. Rappelons que celui-ci consiste à faire à grande échelle les mêmes saloperies, à cette différence près qu'elle en a reçu l'aval de sa hiérarchie. ♦

FLORÉAL

Service public d'éducation : l'Etat continue le jeu de massacre !

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les rentrées scolaires se suivent et se ressemblent... en tout cas en ce qui concerne les classes surchargées, les heures supplémentaires devenant une banalité dans les emplois du temps et l'emploi de précaires d'une normalité déconcertante. Car cette rentrée scolaire a commencé sur les chapeaux de roue.

En effet, les organisations syndicales, notamment celles des instituteurs, avaient décidé d'une grève le jour de la rentrée. Elle fut peu suivie dans le Rhône, avec seulement 30% de grévistes, mais connue une médiatisation relativement honorable ; le chahut provoqué par les institutrices et instituteurs lors de la visite de Raoult et de Millon, à Vaulx-en-Velin, y étant certainement pour quelque chose.

Dans le secondaire, l'Etat — en l'occurrence les recteurs — n'y sont pas allés avec le dos de la cuillère : beaucoup de maître auxiliaires ont été jetés à la porte et ne sont pas près d'être réemployés. Dans l'académie du Rhône, ce sont près de 1 300 MA qui sont concernés. A terme, ce seront quelque 800 à 900 MA qui seront au chômage.

Au-delà des revendications syndicales qui sont, somme toute, légitimes sur le réemploi de ces femmes et hommes, c'est bien

l'attitude de l'Etat qu'il faut dénoncer. Premier employeur de précaires, il n'a pas son pareil lorsqu'il licencie. La fameuse fracture sociale avec laquelle Chirac nous a « burinés » pendant toute la campagne présidentielle — et même encore aujourd'hui —, l'Etat en est le premier bénéficiaire et surtout le grand organisateur. Un double langage, mais il n'en est pas à une contradiction près. Pourtant, ce n'est pas la première fois. Mais Madelin l'avait dit : il faut diminuer le nombre de fonctionnaires. Et ceci passe forcément par l'abandon sur le bord de la route de milliers de personnes. Ceci évidemment dans l'optique d'une déreglementation et d'une flexibilisation dans l'éducation. Le procédé est dégueulasse, convenons-en. L'Etat s'en fout de donner des moyens supplémentaires à l'éducation : le système se pérennise de lui-même avec l'existant. Il lui faut seulement se restructurer pour faire face aux nouvelles demandes du Capital.

Face à cette politique libérale d'éducation, il y en a qui se frottent les mains, si l'on peut dire, ce sont les syndicats, qui, englués dans leur cogestion et leur instrumentalisation, voient arriver à eux ces enseignants qu'ils n'ont jamais... ou peu syndiqués. Et par la même, cela leur redonne une légitimité

qu'ils avaient perdue. Car ce sont eux qui pourront permettre le réemploi de quelques-uns, s'ils font partie du Groupe de travail paritaire sur les maître auxiliaires dans les académies. Et selon quels critères ? La dérive mafieuse n'est pas loin. Mais avant cela, il leur faut occuper le terrain, pour ne pas avoir en face de soi des incontrôlés, allant jusque dans les assemblées générales à proposer des actions dont ils savent pertinemment bien qu'elles ne mèneront à rien ou sont complètement irréalisables (AG du 6 septembre 1995, à la Bourse du travail de Lyon).

Nous, travailleuses et travailleurs libertaires de l'éducation, avons été dans la rue le 13 septembre pour appuyer les revendications concernant une amélioration des conditions d'enseignement. Nous y avons dénoncé la politique actuelle d'éducation.

La Fédération anarchiste, si elle veut jouer le rôle qui doit être le sien, se doit d'impulser une réflexion sur ces sujets. Mais c'est une autre histoire. A suivre, donc...

JÉRÔME JOUVENET
(gr. Kronstadt - Lyon)

GÉOPOLITIQUE

« L'an 501 - La conquête continue »

Noam Chomsky - éditions Ecosociété/EPO

FORUM de la LIBRAIRIE
du MONDE LIBERTAIRE
145, rue Amelot
(M° Oberkampf), 75011 Paris

VENDREDI 29 SEPTEMBRE
19 h 30
le COLLECTIF
« SOURIEZ, VOUS ÊTES
FILMÉS »
animera un débat
sur la VIDÉO-SURVEILLANCE

Jusqu'au 24 septembre
à 20 h 30
DEBATTICE
dans « Barbaroque »
Théâtre Les Déchargeurs
3, rue des Déchargeurs
(M° Les Halles ou Châtelet)
75001 Paris.
Réservations : 42.36.00.02.
Tarifs : 70 F (carte RL) et 100 F.

« 2° Nuit de l'Anarchie »
THÉÂTRE TOURSKY
(Impasse Léo-Ferré)

MARSEILLE
21 OCTOBRE - 16 h
rencontre avec les militants
du collectif de Marseille
de la Fédération anarchiste
sur le thème « Qu'est-ce
que l'anarchisme ? »
...
Spectacle à 21 h
avec LOUIS ARTI
MAMA BÉA
LA COMPAGNIE LUBAT
80 F (chômeurs : 40 F).
...
Animations diverses, stands,
restauration

FORUM de la LIBRAIRIE du MONDE LIBERTAIRE

Louis Arti chez nous

Avais-je entendu parler de lui dans un songe ? Autant qu'il m'en souviene, je ne connaissais rien de Louis Arti quand j'ai découvert son premier disque Epic dans les bacs des soldeurs aux Puces de Saint-Ouen, à Paris. *Lothringen* était notre titre-phare en ces temps

SAMEDI 23 SEPTEMBRE
16 h 30
LOUIS ARTI
présentera son livre
« Quand je sors
chez moi, je rentre
à l'étranger »
(Poèmes et chansons
1970 - 1994)
à l'occasion de la sortie
de son nouvel album
aux éditions K'A
(c/o DCC,
3, place de l'Hôtel-de-Ville,
13360 Roquevaire)

de luttes sidérurgistes... Les restructurations ont passé et Louis Arti continuait d'écrire et de chanter. J'ai le souvenir d'une apparition au Trou Noir et puis bien sûr les deux autres disques Epic (1984 et 1986 *La Montagne est noire, Universellement je l'aime, La Tête de pluie*) (1). Puis, tout au moins pour Lutèce, rien ni sur vinyl ni sur scène... Enfin en 1994 à Bobigny, Strasbourg, Toulouse, Antony, Calais, Dijon... une pièce sur son enfance en Algérie *El Halia, « son village jaune-sable et bleu-ciel »*. Parallèlement, sortie d'un recueil de textes de poèmes et chansons (*Quand je sors chez moi, je rentre à l'étranger*, éd. K'A - 80 F) et d'un CD enregistré en public à Nilvange, en Lorraine (2). Et là, surprise pour le Parisien de l'Est que je suis : rien que des nouvelles

chansons (19 l), pan sur le bec des centralistes géographiques, la vie et la création existent (heureusement...) autre part qu'à Lutèce ! Louis Arti vient rue Amelot, à notre librairie, près de la place de la République, le samedi 23 septembre. Vous pourrez lui demander la date de réédition en CD des Epic 25900 et 25925 et pourquoi il ne se produit pas au Zénith !

THIERRY (FA Paris-Est)

(1) Nous n'oublions pas le premier *Kraft*.
(2) Louis Arti dans *Le maladroit de l'homme*, DCC 001. Avec en couverture une peinture de l'artiste et des remerciements à « André Robert pour sa générosité, son amitié volontaire, à mes amis de La Vache Folle, qui ont produit ce disque, à l'équipe du *Gueulard* ». En vente à la librairie du Monde Libéraire : 126 F...



mieux avancer une de ses « tours ». Il apparaît donc évident que ses discours sur la démocratie et les droits de l'Homme ne sont que de la poudre aux yeux pour l'opinion publique. Officiellement, tout se déroule au nom de « nobles principes ». Mais lorsqu'on entend parler de « liberté », il faut bien entendu comprendre « libéralisme »... Bref, au fil des pages, nous assistons impuissants à la manière dont cet Etat tente d'imposer à tous leur suprématie.

L'ouvrage se conclut en rappelant que le gouvernement américain mène une véritable guerre intérieure contre son propre mouvement ouvrier, car on ne peut désirer dominer le monde sans vouloir être maître chez soi...

Pour appuyer son argumentation, Noam Chomsky effectue continuellement des allers-retours dans le temps, passe en revue nombre de faits s'étant déroulés aux quatre coins de la planète, au risque de dérouter certains lecteurs. Mais heureusement, son humour corrosif rattrape le tout.

Ceci dit, malgré son prix élevé, c'est bien évidemment un livre à se procurer pour compléter votre bibliothèque...

JEAN-CLAUDE PASCAL

désastre économique des dernières années en Amérique latine est le résultat de l'étatisme, du populisme, du marxisme et d'autres maux qui vont maintenant être guéris grâce aux vertus récemment découvertes

du monétarisme et de l'économie de marché », note ironiquement Noam Chomsky. Il nous initie ainsi à ce jeu d'échec mondial qu'entend mener la Maison Blanche. S'il lui arrive de reculer un de ses « pions », c'est pour

N.B. : *L'an 501 - La conquête continue*, Noam Chomsky, éditions Ecosociété/EPO, 1995. Prix : 160 F (+ 10% de frais de port). En vente à la librairie du Monde Libéraire (chèque à l'ordre de Publico).

Forum « Femmes libres », « Chroniques rebelles » et « Les Chroniques syndicales »

vendredi 22 septembre - 18 h 30
librairie du Monde Libéraire
145, rue Amelot, 75011 Paris

Andrée Michel présentera son livre
**SURARMEMENT, POUVOIRS,
DÉMOCRATIE** (éd. L'Harmattan)

Chercheuse et militante, Andrée Michel s'attaque dans son ouvrage à un sujet tabou : les complexes militaro-industriels et leur pénétration dans les structures des sociétés. La propagande médiatique où il n'est que rarement question de l'impact socio-économique de la course à l'armement est également analysée, de même que l'autocensure des intellectuels et leur ralliement à la raison d'Etat, la montée du racisme, des intégrismes et la recherche d'un nouvel ennemi qui justifie cette idéologie sécuritaire. Autre mythe récurrent : le nouvel ordre mondial. Mascarade qui cache la volonté des grandes puissances de garder la mainmise sur les matières premières aux prix les plus bas.

Et la responsabilité collective ? L'auteur de *Surarmement, pouvoirs, démocratie*, dénonce la volonté des Etats à nous imposer comme inéluctable la course à l'armement, le commerce des armes et la guerre comme unique solution aux conflits. Mais peut-on encore croire que nous sommes le jouet d'un déterminisme biologique « président à la nature humaine » ? Les alternatives à une société inégalitaire passent par la compréhension du système et de la domination qu'il impose au plan national et international.

« CHRONIQUES REBELLES » (Radio Libéraire - 89.4 MHz)

SUR FOND D'ATTENTATS

Le gouvernement de la terreur

L'ATTENTAT SANGLANTE du métro Saint-Michel en juillet a donné le coup d'envoi d'une campagne de l'Etat français, qui n'a cessé de s'intensifier. Au milieu de la gigantesque confusion entretenue par le bombardement médiatique qui fait écho aux bombes, deux choses, au moins, sont claires pour tout individu doté de sens critique :

— la vérité est certainement l'inverse de ce qu'a solennellement déclaré Jacques Chirac, c'est-à-dire qu'il y a toutes les chances pour que l'Etat français ait une idée sur l'identité des poseurs de bombes, et qu'il soit déjà en train de négocier directement ou indirectement avec eux ;

— le déploiement militaire-policiier qui culmine avec le plan « Vigipirate » n'aura aucun effet sur les attentats sinon de permettre à l'Etat d'affirmer son emprise sur la population, en détournant le malaise et la peur d'une crise sociale larvée vers une fraction de population transformée en bouc émissaire.

Diplomatie secrète

Souvenons-nous des attentats de l'automne 1986 (rue de Rennes, Poste de l'Hôtel-de-Ville...). Tous les journaux, menés par le grand quotidien du soir, avaient pris au sérieux le roman-feuilleton lancé par Charles Pasqua, qui attribuait ces attentats-massacres à une famille de Libanais marxistes-léninistes, alors qu'il devait apparaître par la suite que l'Iran était à l'origine de cette campagne, et que la revendication de la libération de prisonniers politiques arabes et moyen-orientaux était un paravent derrière lequel les Etats français et iraniens négociaient un contentieux financier et militaire. A cette occasion, des affiches de western ornées des portraits des frères Abdallah, assorties de promesses de récompense, avaient été apposées dans le métro, tout comme aujourd'hui est publié le portrait d'un



Paris, le 11 septembre : le plan « Vigipirate » mis en place à la sortie du métro. Photo Elodie (gr. Alliance).

beur de Vaulx-en-Velin. La foi dans leurs informations d'aujourd'hui reposant sur l'oubli de leurs mensonges d'hier, aucun journal n'a pris la peine de rappeler ce précédent.

L'histoire de ces vingt dernières années a amplement montré que le terrorisme c'est la poursuite de la diplomatie par d'autres moyens. Quelle que soit leur nationalité ou leur origine sociale, qu'ils soient manipulés par un service secret, par un mouvement religieux ou par les deux, il est sûr que les poseurs de bombe sont des pions dans un jeu entre Etats ou futurs Etats. A chaque instant, l'homme de la rue risque de laisser ses tripes dans une partie où il n'a jamais été consulté. Ni Chirac, ni Debré, ni les manipulateurs des poseurs de bombe ne risquent, eux, d'y laisser un cheveu.

Les médias proclament que les attentats sont liés à la situation en Algérie. Pour l'instant, rien ne le prouve. Mais si tel est le cas, il convient encore de rappeler que la France est en guerre. Le peuple

algérien est pris en tenaille entre deux bandes d'assassins, un mouvement religieux réactionnaire et une jungle de militaires corrompus. Le gouvernement français a choisi son camp, la jungle, qu'il soutient économiquement (par l'octroi de matériel et la présence sur place de spécialistes). Il va jusqu'à censurer les livres qui critiquent cette jungle. Que ces attentats soient l'œuvre de la sécurité militaire algérienne (hypothèse évoquée par des policiers, voir *Libération*, 9/10 septembre 1995) ou d'un groupe islamiste, ils ne peuvent être que les moments d'une guerre jamais déclarée, et sur lesquels, encore une fois, l'homme de la rue n'a jamais eu son mot à dire.

Tout comme hier, le massacre de la rue de Rennes n'était qu'une goutte dans l'océan de sang répandu par les armes françaises livrées à l'Irak en guerre contre l'Iran, les sept mort et les dizaines de blessés des récents attentats ne sont malheureusement pas grand chose devant les milliers de victimes d'exécutions sommaires, opérations de représailles, attentats

téléguisés qui sont l'œuvre de la jungle soutenue par la France. Pour leurs victimes, cela ne diminue en rien l'horreur des attentats. Mais le minimum de respect qu'on peut avoir pour elles est de montrer ce qui les a broyées : un engrenage où nous ont mis depuis dix ans les différents gouvernements, de gauche comme de droite.

Le terrorisme de « Vigipirate »

Des centaines de milliers de contrôles d'identité, des dizaines de milliers d'interpellations, des cités et des quartiers en état de siège, les frontières gardées par l'armée, la chasse au faciès redoublée : jamais aucune opération de ce genre n'a permis l'arrestation d'un seul « terroriste ». Par contre, il est sûr que les bombes tombent à point nommé au moment où, après une comédie électorale durant laquelle la classe politique avait promis de remédier à la « fracture sociale », on revient aux choses sérieuses : le mode de production capitaliste de richesses — le travail — est en crise et les dirigeants n'ont pas l'ombre d'une idée pour y remédier. La classe dominante n'a plus d'autre projet que de garder le pouvoir, et l'Etat, dans l'incapacité de contenir la barbarie qui monte, s'efforce de s'organiser. C'est dans ce cadre que la peur devient un indispensable outil de gestion.

Dans le métro, on regarde désormais de travers son voisin, et le sentiment anti-flic s'efface quand la présence des képis est le dernier rempart contre la trouille. Les caméras de surveillance se refont une virginité et c'est avec un mol sentiment de soulagement qu'on donne son sac à fouiller ou qu'on accepte de ne plus accompagner son enfant dans l'école. Le déploiement militaire-policiier et le battage médiatique qui l'accompagne ont pour premier effet de plonger chaque individu dans une peur qui l'isole des autres et le rend encore plus dépendant de l'Etat, et de lui seul. Chaque campagne de bombes est une nouvelle stratégie de la tension qui nous habitue à voir nos libertés concrètes un peu plus grignotées.

Après la campagne de l'été contre les mendiants et la lutte anti-immigrants illégaux illustrée par le meurtre de Sospel, le plan « Vigipirate » marque une nouvelle étape dans cette persécution différenciée, grâce à laquelle on isole diverses catégories de pauvres pour les dresser les uns contre les autres. Quand les médias présentent comme un résultat de la « lutte antiterroriste » l'interpellation de dizaines d'immigrés clandestins, ils pratiquent un amalgame qui justifie par avance tous les charters et toutes les violences. Quand des responsables arguent qu'au moins, depuis l'application du plan, des dealers ont été arrêtés et la délinquance a diminué, ils avouent le fond de l'affaire : nous faire accepter pour longtemps un encadrement policier renforcé de la vie quotidienne au nom de la défense de la propriété et de la criminalisation de certaines drogues.

Chômeurs à vie, coincés dans une existence bornée aux murs d'une cité, des jeunes ont cru trouver dans l'islam, religion aussi misogyne et stupide que le christianisme, une identité et une ouverture sur un monde en opposition à cette France qui les opprime. Prenant prétexte de ce que quelques-uns d'entre eux aient pu être manipulés par des poseurs de bombe, l'Etat est en train de fabriquer un bouc émissaire, le « beur islamiste », ce qui lui permet de déployer dans les cités et les foyers de travailleurs une terreur qu'on n'avait plus vue depuis la première guerre d'Algérie. Ces opérations racistes flattent les fantasmes d'une fraction de la population qui avait depuis longtemps placé là son bouc émissaire. Elles sont d'autant plus dangereuses. Les combattre doit être le premier mouvement de quiconque veut soulever le couvercle sous lequel on cherche à étouffer l'esprit critique et le goût de la liberté.

REFRACTAIRES SANS FRONTIÈRES

(c/o La Bonne descente, 64, rue Rébeval, 75019 Paris. Tél. : 40.18.01.69.

Paris, le 11 septembre : 3 000 personnes (seulement) dans la rue contre les essais nucléaires, dont 200 regroupés sous les bannières de la CNT, de REFLEX et de la Fédération anarchiste, aux cris de : « Halte au nucléaire civil et militaire », « Non à la militarisation de la société », « Contre l'impérialisme français en Polynésie », Photo Elodie (gr. Alliance).



SOMMAIRE

Page 1 : Immigrés, ne nous laissez pas seuls avec les Français ! (suite p. 3), Globalisons la lutte antinucléaire (suite p. 2).
Page 2 : QI : le racisme scientifique, Globalisons la lutte antinucléaire (suite de la « une »).
Page 3 : Immigrés, ne nous laissez pas seuls avec les Français ! (suite de la « une »), Lille : Civil ou militaire, non au nucléaire I, Associations.
Page 4 : L'antimilitarisme en Turquie (suite p. 5).

Page 5 : L'antimilitarisme en Turquie (suite de la page 4), Osman Murat Ülke arrêté, Rendez-vous, L'enfant d'Edouard.
Page 6 : Prohibition : « No pasaran ! », De l'autre côté du périphérique, A la petite semaine : *Horreur et honneur*, Service public d'éducation : l'Etat continue le jeu de massacre !
Page 7 : *L'an 501* de Noam Chomsky, Louis Arti chez nous, *Surarrement, pouvoirs, démocratie* d'Andrée Michel.
Page 8 : Le gouvernement de la terreur.

le monde libertaire n°9

supplément gratuit au N° 1009

20 au 26 septembre 1995

Nouvelles de la librairie

L'édito !

La librairie du Monde libertaire donne de ses nouvelles ! Plusieurs fois par an, elle vous informe sur les récentes parutions - livres, revues, K7 ou compact disques - en vente au 145, rue Amelot 75011 Paris ou par correspondance. Notre librairie est ouverte du lundi au vendredi de 14h à 19h30 et le samedi de 10h à 19h30
Tél. : 48 05 34 08
Fax : 49 29 98 59

Au panorama de nos nouveautés, s'ajoute un dossier spécial sur l'anti-fascisme et les médias



Du chichon, pas la zonzon !, Enfermez Jean-Marie et libérez Marie-Jeanne... Le point sur la répression, par un amateur fumeur et pas fumeux
Fumée clandestine le monde est en pétard tome 2, Jean-Pierre Galland, éd. Lézard.
336p. 195F



Publiés dans les numéros 7 et 8 de l'Internationale Situationniste, les *Banalités de base* furent écrites en 1962, dans un temps où ils étaient quelques uns d'un sentiment exceptionnel et périlleux, celui d'être seuls au monde à savoir exactement pourquoi ils ne voulaient pas être de ce monde-là.
Banalités de base, Vaneigem R., éd. Ludd. 86p. 80F



Voilà une œuvre qui ne manquera pas de déconcerter. Le romancier chinois le plus célèbre, rendant hommage à un confrère inconnu du plus grand nombre et qui avait cessé d'écrire depuis quarante ans. Plus que l'éloge d'un écrivain par un autre écrivain, ces lignes disent le salut d'un homme à une vie, analysent le rapport de l'intellectuel au pouvoir et célèbrent le devoir d'insoumission.
A la mémoire d'un ami, Pa kin, éd. Mille et une nuit. 70p. 10F



Elisée Reclus, géographe et poète, retrace-t-il en un petit livre inclassable l'histoire d'un ruisseau. Et à toutes les pages de ce traité de vulgarisation qui est aussi une méditation morale et poétique, transparait la vision du monde de l'anarchiste Reclus : la contemplation de la nature, de sa liberté, ne peut qu'inciter l'homme à croire aux vertus du progrès, de l'enthousiasme et du bonheur immanent.
Histoire du ruisseau, Elisée Reclus, éd. Actes sud coll. Babel. 217p. 39F



Avant de partir dans la « nuit camarade », le 13 juillet 1993, Léo Ferré avait imaginé ce livre. Depuis les temps qu'il écrivait des textes sur les photos-tableaux de son ami Hubert Grootclaes, Léo rêvait, non d'un simple collage, mais d'une friction magique entre le graphisme des mots et celui des images. Il voulait apporter une lecture poétique de la photo, de la même façon qu'il avait apporté une lecture musicale des poètes.

Quand Grootclaes à son tour a été rattrapé par la camarade, Patrick Buisson a recueilli ce double testament poétique et pictural. Il ne lui restait plus qu'à continuer le rêve jusqu'au bout. Ainsi est né *Avec le temps*, Marie et Mathieu Ferré y ont mêlé deux purs bijoux : *Tu chanteras* et *La Mauvaise Graine*, Deux titres inédits de Léo enregistrés lors de son dernier spectacle public le 27 août 1992 à Saint-Florentin.
Avec le temps, (CD inclus) Léo Ferré, éd. Chêne. 300p. 245F



En lisant ces pages, on pensera à la malchance des anarchistes. Soit c'est un policier qui arrive par hasard, soit, ce jour-là, la caisse n'est pas la bonne, et celle qu'ils emportent est vide, soit c'est une rencontre imprévisible avec un mouchard chasseur de chiens, soit autre chose. On dirait que les anarchistes ont la Providence contre eux. Mais ce n'est qu'une illusion ; ce qui se passe, c'est que l'Histoire récolte des faits déjà sélectionnés. Quand le travail ne réussit pas, il y a des morts, des blessés, des prisonniers, des chroniques à la une des journaux. Quand les choses vont bien, l'Histoire ne récolte rien. Il n'existe pas, après la Révolution française, un autre mouvement qui ait autant que l'anarchisme souffert du refoulement de l'Histoire.
Les anarchistes expropriateurs, Bayer Osvaldo, éd. ACL. 95p. 70F

QUELQUES BONNES AFFAIRES

<i>La révolte des camarades</i> (BD), P. Astruc. 47 p.	30F au lieu de 49F	<i>Liberté, égalité, fraternité anarchiste</i> , Gil. 63 p.	30F au lieu de 50F
<i>Combat libertaire</i> (revue) 33 p.	3F au lieu de 12F	<i>Les voilà qui arrivent</i> , Vander Velpen Los. 232 p.	50F au lieu de 120F
<i>Serpent à plume</i> (revue de nouvelles)	40F au lieu de 70F	<i>L'Europe en chemise brune</i> 160 p.	35F au lieu de 69F
<i>L'épaulette</i> 376 p.	25F au lieu de 100F	<i>Morte banlieue</i> , T. Maricourt. 142 p.	20F au lieu de 59F
<i>Reflexes hors-série CIP</i> . 35 p.	5F au lieu de 20F		

Forum débat

à la librairie Publico

V 22 sept. vendredi	<i>Surarmement pouvoirs démocratie</i> éd. Harmattan avec Andrée Michel à 18 h 30	S 23 sept. samedi
	<i>Quand je sors de chez moi, je rentre à l'étranger</i> éd. K'A et son dernier CD en public avec Louis Arti à 16 h 30	
V 29 sept. vendredi	<i>Vidéos sur la vidéosurveillance</i> avec le collectif Souriez vous êtes filmés à 19 h 30	
V 6 oct. vendredi	<i>Les médias pensent comme moi</i> éd. Harmattan avec François Brune et le RAT à 19 h 30	
	<i>Fumée clandestine T. 2</i> éd. Lézard avec Jean-Pierre Galland et le CIRC à 16 h 30	S 7 oct. samedi
	<i>Ecole Bonaventure premiers pas d'une république éducative</i> éd. Monde libertaire avec Thyde Rosell à 16 h 30	S 14 oct. samedi
	<i>Brochure sur le travail</i> éd. Monde libertaire avec René Berthier à 16 h 30	S 21 oct. samedi

ANTI-FASCISME

S'INFORMER pour lutter. La connaissance des idées et des forces politiques d'extrême droite et de droite extrême est un élément primordial pour mener à bien le combat anti-fasciste. Nouvelle Droite, Nationaux-Bolcheviks, Maurassiens, Fascistes, Nazis, Royalistes, Boneheads, catholiques intégristes, nationalistes-révolutionnaires, nationalistes... autant de termes qui ont une signification et des filiations historiques, et qui sont pourtant employées sans précautions.

La résurgence au niveau mondial de ces théories et de ces pratiques nous oblige à interroger le passé sur les conditions — idéologiques, politiques, sociales et culturelles — qui ont concourru à la victoire des fascismes dans l'entre deux guerres. Devoir de mémoire historique, mais aussi envers ceux, qui traités de « terroristes », ont mené les résistances. Résistances multiples où les idées internationalistes, d'émancipation humaine, de liberté et de justice cotoyaient celles pour la libération du territoire et le retour à des régimes démocratiques dans un système capitaliste.

Il nous faut donc aujourd'hui réintroduire la dimension politique, aller au-delà de l'indignation morale, et saisir les processus qui entraînent les sociétés à se ranger derrière des systèmes, pourtant dénoncé comme le mal absolu. L'action militante, en prenant appui sur les matériaux très complets et diversifiés, qui existent sur cette période, doit aller plus loin pour analyser les évolutions et les ruptures de notre monde pour ne pas se tromper d'époque.

ALLEG H. La question 59F	BONNAFÉ L./TORT P. L'homme cet inconnu ?	COLLECTIF Déclaration universelle des droits de l'homme 32F	FONTAINE A. Le camp d'étranger des Milles 120F	KENEALLY T. La liste de Schindler 38F
AMICALE DES DÉPORTÉS Marseille, Vichy et les nazis 95F	Alexis Carrel, J.-M. Le Pen et les chambres à gaz 58F	La résistible ascension de l'extrême droite 50F	GASCHE E. 50 otages, mémoire sensible 115F	KOGON E. L'Etat SS 56F
AMNESTY INTERNATIONAL Les disparus 36F	Bernard Lazare de l'anarchiste au prophète 140F	Zones d'ombres 169F	GIJDELS. VAN VELPEN L. Le chagrin des flamands 120F	KOONZ C. Les mères-patries du 3 ^{ème} Reich 165F
La torture 47F	BRÈS E. Un maquis d'un antifasciste allemand 140F	Guide de l'arrêté Pour Rushdie cent intellectuels 135F	GISTI Le nouveau guide de la nationalité 89F	KUPFERMAN F. Le procès de Vichy Pucheu, Pétain, Laval 28F
Rapport 1995 95F	BREËS G. L'affront national 100F	Racisme et xénophobie en Europe 145F	GORIELY G. Hitler prend le pouvoir 28F	LAZARE B. L'antésimitisme son histoire et ses causes 120F
Librement dit 85F	BREWAEYS/D. DELIEGE Ecoovie le micmac des services secrets 98F	Médecins tortionnaires, médecins résistants 79F	GRAFFARD S. Les Bibelforscher et le nazisme 110F	LÉAUD A. L'affaire Dreyfus une erreur judiciaire 75F
Au-delà de l'Etat le droit international 150F	BRAUNSCHWEIG M. Les déportés d'Avon 98F	Hiroshima 50 ans 120F	GRIFFIN J.-H. Dans la peau d'un noir 27,5F	LECLERCQ P.-R. L'affaire Dreyfus 29F
France coups de feu homicides et allégations policières 35F	BRESSON G./LIONET C. Le Pen autobiographie 1450F	COMBE S. Archives interdites 120F	GRIP Les droits de l'homme rapport mondial 1995 60F	LEVI P. Si c'est un homme 33F
ARENDE H. Les origines du totalitarisme : - l'antisémitisme 49F - l'impérialisme 49F - le système totalitaire 49F	BRODER P. Des juifs debout contre le nazisme 120F	COMBESQUE M.-A. Esclave aujourd'hui entre guerre et misère 85F	GROSSER A. 10 leçons sur le nazisme 56F	MAISONNEUVE J.-L. L'extrême droite sur le divan 110F
ASSOULINE P. L'épuration des intellectuels 59F	BROHM J.-M. Jeux olympiques à Berlin 28F	CRIDA Rapport 95 Racisme extrême droite en Europe 49F	GRYNBERG A. Les camps de la honte 28F	MANDELA N. L'apartheid 59F
BARROMI J. Antésimitisme moderne 120F	BROSSAT A. Les tondues 139F	DUCLERT V. L'affaire Dreyfus 45F	GUYOT A./RESTILLINI L'art nazi 28F	MARRUS M./PAXTON R. Vichy et les juifs 50F
BÉDARIDA F. Le génocide et le nazisme 33F	BROZZU-GENTILE J. L'affaire Gladio 120F	DURANTON-CABROL A. L'Europe de l'extrême droite 65F	HCR Les réfugiés dans le monde 98F	MARRUS M. L'Holocauste dans l'histoire 135F
BENASAYAG M. Utopie et liberté 65F	BUBER-NEUMAN M. Milena 49F	Visages de la nouvelle droite 160F	HENNIION B. Le Front national, l'argent et l'establishment 140F	MARTIN R. Amerikkka voyage en Amérique fasciste 130F
BENOT Y. Massacres coloniaux 98F	Déportée à Ravensbrück 44F	DREYFUS A. Cinq années de ma vie 135F	HILBERG R. La destruction de l'Europe T1 et T2 chaque 69F	MELLON J. Paroles d'esclaves 49F
BENSOUSSAN G. L'idéologie du rejet 129F	BÜHRER M./PERREGAUX Transits l'Europe des réfugiés 95F	DROUIN M. L'affaire Dreyfus de A à Z 195F	Exécuteurs, victimes, témoins 170F	MEMMI A. Le racisme 36,5F
BERTIN J.-P. Le cinéma sous l'occupation 40F	CARION MACHWITZ G. La Meynardie 145F	EDELMAN M./KRALL H. Mémoires du ghetto de Varsovie 125F	HOCHBERG T. Paris-Auschwitz-Paris 80F	MICHEL H. La libération de Paris 28F
BETTELHEIM B. Le cœur conscient 45F	CHAGOLL L. Courber la tête dans les camps 80F	EISEN G. Les enfants pendant l'Holocauste 49F	JOLY R. Virage à droite 100F	
BIGO D. L'Europe des polices et la sécurité intérieure 59F	CHEBEL D'APOLLONIA L'extrême-droite en France 67F	ENZENSBERGER H. M. La grande migration 86F	JOUBE P./MAGOUDI A. Les dits et les non-dits de Jean-Marie Le Pen 85F	
BIHR A. Pour en finir avec le Front national 110F	CHOMSKY N. Economie politique des droits de l'homme 130F	FAUX/LEGRAND... La main droite de Dieu 110F	KANTIN G./MANCERON Les échos de la mémoire 120F	
BIRENHAUM G. Le Front national en politique 105F		FERRER E. Derrière les barbelés 185F		

MÉDIAS : OUVRONS L'ŒIL

PAS UN MOIS ne s'écoule sans qu'un ouvrage traitant des médias ne soit publié. Vaste sujet en effet, où l'on nous répète sans cesse que leur fonction première est de nous informer.

Récemment, on nous annonçait l'arrivée des « autoroutes de l'information » censées nous offrir de multiples avantages pour faciliter la vie et améliorer la communication entre les individus. Comment peut-on croire en de telles affirmations ? Commençons par nous demander à qui appartiennent les médias, à découvrir leurs rôles dans la société d'aujourd'hui, et on s'aperçoit vite que les journaux à grand tirage, les télévisions sont aux mains de quelques groupes financiers et industriels, eux-mêmes étroitement liés à l'Etat (sans parler évidemment des télévisions publiques). Dans de telles conditions, comment l'information peut-elle prétendre être objective ? La mission des médias n'est-elle pas de légitimer les points de vue du Pouvoir : libéralisme, propriété privée, délire sécuritaire, etc.

Alors que faire face à cette avalanche d'informations quotidiennes ? Et bien, essayer de déceler la part de vérité et de mensonges contenus dans chaque info, garder toujours à l'esprit que les médias nous disent... ce qu'ils ont envie de dire. Une règle est donc de rigueur : la méfiance et la vigilance face à l'écrit et à l'image, face à cette idée qui domine qui est bien souvent l'idée de la classe dominante... La véritable information se trouve ailleurs. Elle est éparpillée au hasard de la multitude de petites revues, magazines, journaux indépendants qui paraissent. Pour nos lecteurs qui s'intéressent à ce sujet, nous avons sélectionnés une liste d'ouvrages qui nous paraissent les plus intéressants.

A vous de juger d'un regard... critique.

MIRBEAU O. L'affaire Dreyfus 160F	SEGEV T. Le septième million 190F
MIRROR K. Le Jollec (BD) 120F	SÉGUELA M. Pétain Franco les secrets d'une alliance 140F
MONZAT R. Enquêtes sur la droite extrême 110F	SINGER C. Vichy, l'université et les juifs 160F
MOREAU Y. Les fils d'Hitler 120F Les héritiers du 3 ^{ème} Reich 160F	SCHOR R. L'antisémitisme en France 69F
RADIO LIBERTAIRE	
Reflexes sur l'anti-fascisme Jeudi de 16h à 18h	
Invité du vendredi avec la Ligue des droits de l'Homme de 19h à 21h	
REVUE	
Reflexes 20F	SPERBER M. La psychologie du pouvoir 130F
No Pasaran 10F	SPIRE A. Ces enfants qui nous manquent 98F
Ras le Front 10F	STERNHELL Z. La droite révolutionnaire 59F Naissance de l'idéologie fasciste 69F
ORY P. Les collaborateurs 1940-1945 47F	STOCK P.-V. L'affaire Dreyfus 120F
OTTOSEN K. Nuit et brouillard 130F	TAGUIEFF P.-A. Face au racisme 1 49F Face au racisme 2 49F La force du préjugé : essai sur le racisme et ses doubles 95F Sur la nouvelle droite 180F
PAGÈS A. Emile Zola, un intellectuel dans l'histoire 180F	THALMANN R. Femmes et fascismes 75F
PAXTON R. La France de Vichy 49F	TOGLIATTI P. Appel aux fascistes 35F
PEÂN P. Le mystérieux docteur Martin 145F	TRISTAN A. Au front 78F Le silence du fleuve 150F
PERRIN-MARTIN J.-P. Amalgame 20F	UHLMAN F. L'ami retrouvé 27F
PETITFILS J.-C. L'extrême droite en France 40F	VAISSE M. Alger le putsch 52F
PLENEL E./ROLLAT La république menacée 120F	VIDAL-NAQUET P. Les assassins de la mémoire 79F
POLIAKOV L. Le mythe aryen 56F Bréviaire de la haine 53F	WILSON N. Bernard Lazare 95F
RAJSFUS M. Une enfance laïque et républicaine 139F Jeudi noir 89F La police de Vichy 115F Le temps de l'OAS 65F	WELLERS G. Les chambres à gaz ont existé 58F
RAYSKI A. Le choix des juifs sous Vichy 160F	WINOCK M. L'extrême droite en France 135F
RICHARD L. Le nazisme et la culture 65F	WIEVORKA M. La France raciste 51F
RICKARD C. Petites histoires de la montée du nazisme 88F	WEBSTER P. L'affaire Pétain 145F
RINGELBLUM E. Chronique du ghetto de Varsovie 72F	WIEVIORKA A. Le procès Eichmann 59F La démocratie à l'épreuve 90F
SALA-MOLINS L. Le code noir ou le calvaire de Canaan 180F Les misères des lumières 120F	WILLEMS J. Gladio 120F
SCHMIDT M. Néo-nazis la terrible enquête 139F	

BRETON P./PROULX S.
L'explosion de la communication 140F

BRUNE F.
Le bonheur conforme 78F
Les médias pensent comme moi 90F

CATHELAT B.
Publicité et société 64F

CHALIAND G.
La persuasion de masse 99F
CHALVON /CORSET/ SOUCHON

L'enfant devant la télévision des années 1990 89F

CHARON J.-M.
L'état des médias 169F

CFPJ
Droits de réponse 70F

CHENEVEZ O.
Faire son journal au lycée 48F

CHOMSKY N.
Les médias et les illusions nécessaires 60F
Vidéo 219F
Prospect for democracy CD 90F
The Clinton vision CD 90F

COLLECTIF
Abrégé du droit de la presse 70F
Interdit d'antenne 20F

COLLON M.
Attention médias 185F

DAENINCKX D.
Zapping 27F

DE SELYS G.
Médiamentions 98F

FLEURY-VILATTE B.
Les médias et la guerre du golfe 70F

GOUREVITCH J.-P.
La propagande dans tous ses états 88F

GUËRY L.
Comment créer et animer une publication 60F

REVUES
Brisons nos chaînes 10F

revue du Réseau pour l'abolition de la télévision (RAT)

Le publiphobe 3F

revue du Réseau pour l'abolition de la publicité (RAP)

GUILLAUMA Y.
La presse en France 42F

GUYOT J.
L'écran publicitaire 170F

KIEFFER P./CHAMARD
La télé, dix ans d'histoires secrètes 150F

LEDOS J.-J.
Le gâchis audiovisuel 87F

MERMET G.
Démocrature 82F

MEYNAUD H./DUCLOS
Les sondages d'opinion 42F

PACKARD V.
La persuasion clandestine 110F

PEYRAULT Y.
Radio libertaire la voix sans maître 40F

POPPER K.
La télévision : un danger pour la démocratie 69F

RAT
TV, enjeux, rôles et pouvoir 55F

Médias et guerre du Golfe : le massacre était presque parfait 15F

Les libertaires face à la TV 50F

Dossier de presse :
Décembre 89 la révolution roumaine 20F

Les libertaires face à la télévision 50F

REPORTERS SANS FRONTIÈRES
Les médias de la haine 85F

ROBIN A.
La fausse parole 56F
Expertise de la fausse parole 115F

ROUCAUTE Y.
Splendeurs et misères des journalistes 130F

THÈDE N./AMBROSI A.
Petits écrans et démocratie vidéo légère et TV alternative au service du développement 89F

VOYENNE B.
Le droit à l'information 41F

WALLRAFF G.
La vérité comme une arme 95

WOODROW A.
Information-manipulation 98F

LES TEMPS SONT DIFFICILES

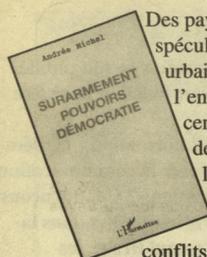
Si vous faites une commande de plus de 600F, vous pouvez payer en trois fois (envoyer trois chèques).

N'oubliez pas d'ajouter 10% pour les frais postaux.

Si vous êtes abonné au *Monde libertaire*, vous ne paierez pas de frais de port en joignant à votre commande la bande de routage.

De même, en se déplaçant à Publico, les heureux possesseurs de la carte de soutien à Radio libertaire bénéficient d'une remise de 5% sur tous les livres, CD, K7.

Si recevoir de nos nouvelles vous importe, prévenez- nous simplement.



Des pays dont l'économie est rongée par le chômage, la spéculation, la dette, et les inégalités de classe, la crise urbaine, la drogue, le sida, les pollutions, et l'atteinte à l'environnement, où la démocratie se dégrade avec la censure de l'information, la montée de la violence, de la xénophobie, du racisme, du sexisme et de l'intégrisme, une société internationale où les violences de la guerre civile ou interétatique remplacent la négociation et la prévention des conflits... autant de maux dont l'auteure établit un lien entre eux et suggère une nouvelle conception de la démocratie...

Surarmement pouvoirs démocratie, André Michel, éd. Harmattan. 390p. 190F



Immortalisé dans *le Sang noir* par Louis Guilloux sous les traits de « Cripure », George Palante fut au début de ce siècle le philosophe de la révolte individuelle non-violente aussi bien contre le groupe que l'Etat, et tout autant contre la morale solidariste que « bourgeoise » : expression du désir fou d'indépendance et d'affinités électives, mais ni d'un quelconque pouvoir élitiste sur les autres ou d'un égoïsme trivial. Un tel rebelle méritait assurément que Michel Onfray, qui voit en lui un « un nietzchéen de gauche », en fasse redécouvrir et apprécier la vigoureuse singularité par ce choix des extraits les plus significatifs de son œuvre.

L'individualisme aristocratique, Palante G., éd. Belles lettres. 188p. 75F

MUSIQUE

Merde en Français, Elizabeth. 120F
Second CD avec la complicité de Roland Hénaud. Derrière les barreaux, Nathalie...



Carnaval, Danièle Messia. 85F
Second CD d'une grande artiste trop tôt partie. Le temps des enfants, les amants

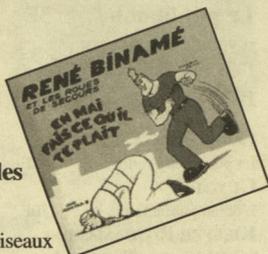


Bestiaire en français, Bernard Dimey. 126F
Interprété par J. Gréco, P. Brasseur, M. Noël, Mouloudji et B. Dimey



Chanté par ses amis, Bernard Dimey. 126F
Interprété par S. Reggiani, les Frères Jacques, Mouloudji, H. Salvador, Bourvil, M. Simon...

En mai fais ce qu'il te plait, René Binamé et les roues de secours. 60F
Odeur de sainteté, Le pape immobile, le courage des oiseaux



Vocations, René Binamé et les roues de secours. 60F
L'opium du peuple, la moustache, le coup d'état



Puisque la musique est une arme, La soupe au clous. 75F
Groupe de Hard-core parisien Police, milice, Hiroshima-Nagasaki



Souscription
pour un nouveau local de
Radio libertaire et celui du Monde
libertaire
Chèque à l'ordre de DMC



la culture,
les luttes,
l'actualité... **89,4 MHz**